

**LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE**

**ÉTATS FINANCIERS  
31 DÉCEMBRE 2019**

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

Aux administrateurs de  
**LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE**

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (« l'organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Responsabilités de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe à la direction de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons à la direction notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Groupe RDL Victoriaville SENCRL*

Groupe RDL Victoriaville SENCRL <sup>1</sup>  
Société de comptables professionnels agréés

Victoriaville,  
le 28 mai 2020

---

<sup>1</sup> Joël Minville, CPA auditeur, CA

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

### Résultats

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2019

2018

#### PRODUITS

##### Subventions et ententes de contributions :

Contributions gouvernementales	822 528 \$	943 690 \$
Secteur communautaire/charitable	871 628	873 559
Autres subventions et ententes de contributions	35 030	11 286

##### Produits d'autres sources :

Honoraires tirés d'événements	361 460	210 142
Contrats de services	232 466	20 597
Cotisations des membres	41 196	39 557
Dons et autres produits	4 069	8 225
Intérêts	5 325	4 547

---

**2 373 702**                      2 111 603

#### CHARGES

Dépenses liées aux projets (annexe A)	978 750	857 383
Conseil d'administration, comités et membres (annexe B)	27 987	23 696
Dépenses liées au personnel (annexe C)	1 142 310	987 106
Frais d'administration (annexe D)	145 847	167 260
Amortissement des immobilisations corporelles	3 095	3 006

---

**2 297 989**                      2 038 451

#### EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES

---

**75 713 \$**                      73 152 \$

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Évolution de l'actif net

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2019

2018

	Affecté	Investi en immobi- lisations corporelles	Non affecté	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	308 983 \$	6 878 \$	- \$	315 861 \$	242 709 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	<u>78 808</u>	<u>(3 095)</u>	-	<u>75 713</u>	<u>73 152</u>
SOLDE À LA FIN	387 791 \$	3 783 \$	- \$	391 574 \$	315 861 \$

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

État de la situation financière

Au 31 décembre

2019

2018

## ACTIF

### ACTIF À COURT TERME

Trésorerie et équivalents de trésorerie	742 705 \$	424 235 \$
Débiteurs (note 4)	239 224	249 691
Frais payés d'avance	9 908	10 822
	<u>991 837</u>	<u>684 748</u>

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)

	<u>3 783</u>	<u>6 878</u>
	<u>995 620 \$</u>	<u>691 626 \$</u>

## PASSIF

### PASSIF À COURT TERME

Créditeurs (note 7)	109 634 \$	79 525 \$
Avances d'un organisme, sans intérêts	69 955	-
Produits et apports reportés	424 457	296 240
	<u>604 046</u>	<u>375 765</u>

## ACTIF NET

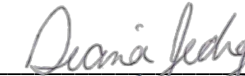
ACTIF NET AFFECTÉ 387 791 308 983


ACTIF NET INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES 3 783 6 878

391 574 315 861

995 620 \$ 691 626 \$

Pour le conseil d'administration :

 \_\_\_\_\_, administrateur

 \_\_\_\_\_, administrateur

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2019

2018

#### ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Excédent des produits sur les charges	75 713 \$	73 152 \$
Ajustement pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>3 095</u>	<u>3 006</u>
	<b>78 808</b>	<b>76 158</b>

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

Débiteurs	10 467	113 582
Frais payés d'avance	914	529
Créditeurs	30 109	(12 797)
Produits et apports reportés	<u>128 217</u>	<u>120 129</u>
	<b>169 707</b>	<b>221 443</b>

**248 515**

**297 601**

#### ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(6 409)
-------------------------------------------	---	---------

#### ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Variation nette des avances d'un organisme	69 955	-
--------------------------------------------	--------	---

#### AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

**318 470**

**291 192**

#### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT

424 235

133 043

#### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 9)

**742 705 \$**

**424 235 \$**



# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

---

## 1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est régie en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et est, par conséquent, exempté des impôts sur le revenu. Les objectifs de l'organisme sont de réduire la pauvreté, le chômage et de soulager la misère dans les collectivités défavorisées sur le plan économique.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Référentiel comptable

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la partie III du Manuel de CPA Canada en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date des états financiers ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### Constatation des produits

#### *Apports*

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus, à titre de dotations, sont constatés à titre d'augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice.

#### *Cotisations des membres, honoraires tirés d'événements et autres produits*

L'organisme comptabilise ses produits de cotisations des membres, d'honoraires tirés d'événements et les autres produits lorsque les services sont rendus et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds en caisse, des soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements hautement liquides, facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

---

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### Instruments financiers

#### *Évaluation des instruments financiers*

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et des avances.

#### *Dépréciation*

Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

#### *Coûts de transaction*

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction aux résultats de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

	<b>Méthode d'amortis- sement</b>	<b>Taux</b>
Matériel informatique	Dégressif	45 %

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

---

### 3. AFFECTATION INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a décidé d'affecter un montant de 78 808 \$ portant ainsi les montants affectés totaux à 387 791 \$. En 2012, le conseil d'administration a adopté une politique de fonds de réserve affectée en créant deux fonds : Viabilité financière et Stabilité des projets. Ces affectations ont pour but de venir en aide au financement des activités de fonctionnement et de différents projets lorsque les ressources financières de l'organisme seront insuffisantes. L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'une affectation interne sans le consentement préalable du conseil d'administration. Les sommes affectées se répartissent comme suit :

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Viabilité financière	113 073 \$	123 957 \$
Stabilité des projets	<u>274 718</u>	<u>185 025</u>
	<u>387 791 \$</u>	<u>308 982 \$</u>

### 4. DÉBITEURS

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Clients	205 559 \$	233 706 \$
Intérêts	2 873	3 958
Taxes sur les produits et services	<u>30 792</u>	<u>12 027</u>
	<u>239 224 \$</u>	<u>249 691 \$</u>

### 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			<u>2019</u>	<u>2018</u>
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Valeur nette</u>
Matériel informatique	18 642 \$	14 859 \$	3 783 \$	6 878 \$
Mobilier de bureau	<u>2 110</u>	<u>2 110</u>	-	-
	<u>20 752 \$</u>	<u>16 969 \$</u>	<u>3 783 \$</u>	<u>6 878 \$</u>

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

---

### 6. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 50 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel plus 2,5 %. L'emprunt bancaire est renégociable annuellement.

### 7. CRÉDITEURS

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Fournisseurs	74 423 \$	56 653 \$
Salaires et charges sociales	21 512	22 372
Frais courus	<u>13 699</u>	<u>500</u>
	<u>109 634 \$</u>	<u>79 525 \$</u>

### 8. PRODUITS ET APPORTS REPORTÉS

Les fonds suivants, reçus au cours de l'exercice courant, seront comptabilisés aux produits lors d'un exercice financier ultérieur lorsque les services auront été rendus ou que les dépenses auront été engagées, se résument comme suit :

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Contributions gouvernementales	12 161 \$	169 671 \$
Secteur communautaire/charitable	243 627	87 325
Autres revenus	153 303	20 677
Cotisations des membres	<u>15 366</u>	<u>18 567</u>
	<u>424 457 \$</u>	<u>296 240 \$</u>

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

---

### 9. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2019	2018
Trésorerie	385 205 \$	266 735 \$
Dépôts à terme	357 500	157 500
	<b>742 705 \$</b>	<b>424 235 \$</b>

### 10. RISQUES FINANCIERS

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard de ses créditeurs et de ses avances. La direction estime que l'organisme possède ou générera les liquidités nécessaires pour rencontrer ses engagements.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Ainsi, l'organisme est exposé à une concentration de crédit relativement à ses comptes clients. Au 31 décembre 2019, une somme de 188 730 \$ est à recevoir de deux clients.

#### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. La direction estime qu'une variation de taux d'intérêt de 1 % n'aurait pas d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de l'organisme.

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

---

### 11. ENGAGEMENTS

#### Baux

L'organisme loue des espaces de bureau en vertu de baux venant à échéance entre mars 2020 et mars 2023. Les loyers minimums futurs totalisent 46 074 \$ et comprennent les versements suivants pour les quatre prochains exercices :

2020	25 405 \$
2021	9 094 \$
2022	9 253 \$
2023	2 322 \$

### 12. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques.

L'organisme est en mesure de continuer ses opérations avec des employés travaillant à distance et suivant les exigences de la santé publique. La direction suit de près l'évolution et estime que cette situation aura un impact sur certains de ses éléments d'actifs, entre autres, sur la perception de ses comptes clients.

L'incidence globale de ces événements sur l'organisme et ses activités est trop incertaine pour être estimée actuellement. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Renseignements complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2019

2018

### ANNEXE A DÉPENSES LIÉES AUX PROJETS

Sous-contractants	639 539 \$	652 239 \$
Communications	11 745	11 293
Déplacements et repas	52 152	23 201
Développement professionnel	13 238	20 705
Frais de traitement de cartes de crédit	2 303	1 951
Matériels et fournitures	13 946	13 166
Produits de connaissance	4 696	-
Promotion, conception et publications	15 448	26 154
Réunions, événements, location de salles et d'équipements	221 223	94 995
Subventions	500	2 600
Traduction	3 960	11 079
	<u>978 750 \$</u>	<u>857 383 \$</u>

### ANNEXE B CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉS ET MEMBRES

Réunions, déplacements et repas	27 987 \$	23 696 \$
---------------------------------	-----------	-----------

### ANNEXE C DÉPENSES LIÉES AU PERSONNEL

Salaires et charges sociales	1 126 935 \$	987 106 \$
Sous-contractants	<u>15 375</u>	<u>-</u>
	<u>1 142 310 \$</u>	<u>987 106 \$</u>

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Renseignements complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2019

2018

### ANNEXE D FRAIS D'ADMINISTRATION

Assurances	5 039 \$	5 075 \$
Communications	1 670	2 767
Cotisations	192	188
Événements	29 813	24 056
Formation	4 383	15 038
Frais bancaires et frais de transaction en ligne	4 761	4 739
Frais d'équipement	-	1 150
Frais de bureau	10 021	9 351
Internet	13 596	17 241
Loyer	52 310	61 427
Promotion, conception et publications	3 700	3 975
Services professionnels	18 229	21 157
Traduction	2 133	1 096
	<b>145 847 \$</b>	<b>167 260 \$</b>